

Guizhou : premier domino des faillites de provinces chinoises ?

Isabelle Feng

N#2023-05
9 Mai 2023

A propos d'Asia Centre:

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Isabelle Feng est collaboratrice scientifique au Centre Perelman de Philosophie du Droit de l'Université Libre de Bruxelles. D'origine chinoise, Isabelle est titulaire d'un master en économie et en français de l'Université de Wuhan. Elle est également titulaire d'un DEA en Lettres Modernes de l'Université Paris 8 Saint Denis et de diplômes en droit de Paris 1 Panthéon Sorbonne et de Paris Dauphine. Ses travaux de recherche portent principalement sur la gouvernance des sociétés chinoises cotées, les relations UE-Chine et sino-américaine.

Guizhou : premier domino des faillites de provinces chinoises ?

Isabelle Feng

9 Mai 2023

Le 12 avril, la province de Guizhou a déclaré, via une publication sur le site de son Centre de Recherche sur le Développement, qu'elle était incapable de régler ses dettes dont le montant s'élève à 1 200 milliards de yuans (150 milliards d'euros).

Jusqu'à alors, cette région montagneuse du sud-ouest de Chine était surtout connue pour deux fiertés locales : Moutai, l'alcool national à base du sorgho, et la "Big Data Valley de Chine" qui héberge les données de plus de 9 000 entreprises dont Apple, Huawei et Tencent : l'économie numérique représente 33 % du PIB provincial.

Le défaut de paiement du Guizhou est perçu par les analystes des dettes publiques chinoises comme un coup de tonnerre » (bao lei, 爆雷). Les dettes locales des 30 provinces et 4 grandes municipalités (Pékin, Shanghai, Tianjin, et Chongqing), qui s'élevaient déjà à 10 700 milliards de yuans en 2011, ont atteint 35 000 milliards de yuans (4 500 milliards d'euros) en 2022. A cela s'ajoutent leurs dettes "implicites" qui varient entre 30 000 et 50 000 milliards de yuans selon l'estimation de Lou Jiwei, ancien ministre des Finances (2013-2016), dans un article paru en mars 2023 dans la très respectée revue économique « Etudes comparatives 比较 ». Ces dettes, dites « cachées », sont issues des "véhicules externes" (local government financing vehicles, LGFV, ou cheng tou zhai, 城投债) utilisés par les gouvernements locaux pour contourner les restrictions imposées par Pékin en matière d'emprunt.

D'une opacité inquiétante, ces dettes constituent un serpent de mer de l'économie chinoise aux yeux de nombreux analystes. Centrés sur des projets d'infrastructures parfois démesurés, sur l'immobilier et de multiples produits alternatifs de gestion de patrimoine, les LGFV reviennent régulièrement dans l'actualité au rythme des scandales de corruption, des faillites immobilières ou d'interrogations d'épargnants inquiets pour leurs placements. Pourtant, ces plates-formes continuent à attirer les investisseurs car ceux-ci croient que ces dettes sont garanties par les autorités locales, et in fine par le gouvernement central.

Or, Pékin a affirmé à plusieurs reprises par le passé qu'il ne viendrait pas à la rescousse des collectivités locales en cas de crise de dettes. Selon le quotidien économique officiel "National Business Daily" (每日经济新闻), l'actuel ministre des finances, Liu Kun, a réaffirmé, début janvier, qu'il faut abandonner l'illusion que le gouvernement participerait au sauvetage des

régions endettées.

C'est pourquoi dans sa déclaration d'insolvabilité, les autorités du Guizhou n'ont demandé au gouvernement central que « des soutiens intellectuels » (zhi li zhi chi, 智力支持). Deux jours après, le 14 avril, ses dirigeants se sont rendus à Pékin pour rencontrer la State-Owned Assets Supervision and Administration Commission (SASAC) - la Commission chinoise d'administration et de supervision des actifs publics - pour négocier un plan de sauvetage qui ne dira pas son nom. Le 22 avril, Cinda(信达), une des quatre banques publiques de gestion d'actifs, a annoncé la formation d'une équipe de 50 experts financiers pour "collaborer" avec le Guizhou. Entretemps, le communiqué du 12 avril annonçant la quasi faillite de la province a disparu du web !

Enfin, curieuse coïncidence de calendrier, Pékin vient de restreindre l'accès des utilisateurs étrangers au site Wind Information, basé à Shanghai, qui fournit les données détaillées et de qualité sur l'économie chinoise, y compris sur les comptes publics de chaque région.

Si la Chine communiste avait jusqu'ici accepté de partager ces données économiques, c'est parce que les informations étaient suffisamment alléchantes pour attirer des milliards d'investissements étrangers. Et maintenant, le jeu n'en vaudrait-il plus la chandelle ?

Le Guizhou n'est pas la province la plus endettée de Chine - le Qinghai, autre province enclavée du nord-ouest, l'est encore plus ; mais elle est bien la première à déclarer que ses caisses sont vides...